

Conférence de presse
Journée de l'économie
Vendredi 31 août 2018

Seul le discours prononcé fait foi.

Le rôle sous-estimé de la mondialisation

Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse

Mesdames et Messieurs,

Actuellement, un vent protectionniste souffle sur le commerce mondial. Aux États-Unis, les accords de libre-échange sont particulièrement mal aimés. L'état d'esprit est similaire au sein de l'Union européenne, où les citoyens s'opposent au Traité de libre-échange transatlantique TTIP. En Grande-Bretagne, en revanche, l'exaspération porte moins sur le commerce que sur la migration, raison pour laquelle le peuple a voté en faveur du Brexit. La mondialisation est également sur le banc des accusés. La mondialisation – et avec elle de nombreuses entreprises actives sur le plan international – est rendue responsable de problèmes sociaux tels que la pauvreté, les inégalités et la dégradation de l'environnement. Un peu partout, il est devenu de bon ton de critiquer la mondialisation. Ce sont autant de bonnes raisons de rétablir quelques faits relatifs à la mondialisation dans une étude :

- **La mondialisation est un facteur de croissance et de prospérité**
La mondialisation a dopé la croissance économique mondiale : elle favorise le commerce entre les nations, ouvre de nouveaux débouchés et augmente la concurrence entre les entreprises. Les pays en développement eux aussi en bénéficient particulièrement. L'intégration économique plus étroite a ainsi entraîné une forte progression des revenus à travers le monde. La prospérité a augmenté tout autour du globe et la pauvreté a diminué, aussi bien en termes relatifs que dans l'absolu. Alors qu'en 1970, un peu plus de deux milliards de personnes étaient contraintes de vivre dans la pauvreté, ce chiffre était tombé à 700 millions en 2015. En Suisse aussi, la mondialisation a entraîné une augmentation du niveau de vie de quasiment tous les ménages. Dans notre pays, la répartition des revenus des ménages est relativement stable depuis les années 1990, tout comme la part du pour-cent de la population qui dispose des revenus les plus élevés. L'écart entre les salaires les plus élevés et les plus bas a même légèrement diminué entre 2008 et 2016.
- **Les entreprises suisses jouent un rôle central dans cette évolution**
Outre le commerce, les investissements directs effectués à l'étranger par les entreprises représentent un élément décisif de cette évolution spectaculaire. Dans les pays bénéficiaires, ils peuvent contribuer à la création d'emplois et au transfert de technologies et de savoir-faire. En effet, la globalisation implique un démantèlement des chaînes de valeur, en ce sens qu'une

partie de la production a été délocalisée dans des pays en développement. Les entreprises suisses sont justement très actives à ce niveau. Elles emploient actuellement environ 800 000 personnes hors d'Europe et des États-Unis et participent ainsi à l'augmentation de la richesse dans les pays émergents ou en développement. Pour ces entreprises, il est clair que, à l'étranger aussi, il convient de préserver l'environnement, de respecter les droits de l'homme et de traiter correctement les employés. Étant donné qu'elles offrent, dans des circonstances souvent difficiles, des conditions de travail nettement plus favorables que les firmes locales, la pression concurrentielle oblige ces dernières à s'aligner tôt ou tard. La Suisse profite également des revenus générés par les investissements directs, lesquels permettent de financer des investissements et de créer des emplois en Suisse.

– **L'interconnexion mondiale pose aussi des défis**

L'augmentation de la prospérité ne doit pas faire perdre de vue la face sombre de la mondialisation. La globalisation est critiquée sur un point central, celui du développement durable. De fait, certaines atteintes à l'environnement sont directement occasionnées par le développement des échanges. Mais la globalisation favorise aussi une diffusion rapide, dans le monde, de nouvelles technologies plus efficaces et, donc, une diminution des atteintes à l'environnement. L'effet net est donc difficilement quantifiable. De nombreux dommages écologiques attribués à tort à la mondialisation sont au contraire dus à une mauvaise politique économique et environnementale. Certains États subventionnent ainsi une production d'énergie nuisible pour le climat. Les entreprises dont la production est respectueuse de l'environnement gagnent souvent moins d'argent en raison de réglementations inadaptées. Des mesures d'optimisation sont nécessaires à ce niveau. Mais la société en tant que telle est également mise au défi. À l'ère de la globalisation, la souveraineté signifie mettre en balance le maintien de solutions nationales isolées et la coopération internationale. Un petit pays comme la Suisse n'est cependant pas impuissant. À travers une participation active à des organisations privées et gouvernementales, notre expertise et notre compréhension de la diversité culturelle nous permettent d'influencer les règles et positions en notre faveur.

La critique actuelle de la mondialisation est aussi virulente que déplacée. Les faits présentés dans notre publication montrent clairement que la mondialisation n'est pas un jeu à somme nulle. L'activité internationale des entreprises helvétiques a permis de créer de nombreux emplois non seulement en Suisse, mais aussi à l'étranger, et généré des revenus considérables pour la population locale. Grâce à la combinaison judicieuse de la responsabilité individuelle et de la couverture sociale, la Suisse est parvenue à emmener sa population sur la voie de la mondialisation. Il ne faut cependant pas perdre de vue les défis qui se posent. Quoi qu'il en soit, la Suisse serait bien inspirée de miser sur ses points forts et de les développer : ouverture, diplomatie active ainsi que de bonnes politiques économique et de formation.